

Campagne contre l'union nationale

Plusieurs motions sur la question de notre réponse face à l'union nationale ont été discutées lors des AG électives. Une commission ad hoc du congrès, représentative des diverses motions et points de vue qui se sont exprimés lors des débats, s'est réunie à plusieurs reprises et, suite à un long travail de discussion, a réécrit un texte en tenant compte des préoccupations des uns et des autres et de la volonté partagée de faire une campagne du parti.



Du 7 au 9 janvier 2015, trois individus se revendiquant d'al-Qaeda au Yémen et de Daech ont commis des attentats odieux contre Charlie Hebdo et un Hyper Cacher, que le NPA a condamnés sans réserves. Ces tueries et leurs suites, sont un événement politique d'ampleur et aux conséquences durables. Elles illustrent les phénomènes de décomposition sociale et politique qu'engendre la politique des classes capitalistes tant au niveau national qu'international, attestent de l'influence, en France, de courants politiques fondamentalistes violents, et témoignent de la persistance et du développement d'un antisémitisme qui peut aller jusqu'au meurtre.

Le gouvernement Hollande s'est saisi de la légitime émotion populaire face à ces attentats, qui a pu s'exprimer, entre autres, par des manifestations de rue, pour se livrer à une opération de récupération politique prônant une « union nationale » face au « terrorisme islamiste ». Il s'agirait, au nom de valeurs communes, de défendre la nation contre un ennemi intérieur et extérieur.

Quand bien même elles ont parfois affirmé tenter de s'en démarquer, la plupart des organisations du mouvement ouvrier se sont alignées derrière l'union nationale en appelant à manifester à Paris le 11 janvier, au risque de creuser l'écart avec une partie de la population qui se sentait stigmatisée. Le NPA a défendu à juste titre de ne pas se joindre à cette prétendue union, et le droit de ne pas se dire Charlie, tout en étant solidaire des victimes des attentats.

L'union nationale est un piège tendu à notre camp social : son principal objectif est d'unir ceux qui devraient s'opposer et d'opposer ceux qui devraient s'unir. Le mouvement ouvrier doit refuser de faire bloc autour du gouvernement dans une prétendue lutte commune pour la liberté d'expression, qu'il musèle, et contre le terrorisme, dont il favorise l'expansion. L'union nationale s'appuie sur une stigmatisation collective des Musulmans (réels ou supposés), sommés de se désolidariser des attentats et de prouver leur appartenance à la « communauté nationale ». Cette stigmatisation touche en particulier les femmes, c'est pourquoi nous devons articuler notre lutte antiraciste et notre lutte féministe. Le

gouvernement se défend de toute islamophobie mais accrédite l'idée d'un « problème de l'immigration » en restreignant encore un peu plus la libre circulation et favorise l'amalgame entre musulmans et terroristes. Le racisme « d'en haut », qui ces dernières années s'est particulièrement déchainé contre les Rroms et les musulmans attise le climat de division, qui est un obstacle à nos mobilisations.

Sous couvert de cette union, une offensive sécuritaire est en cours, avec l'adoption de nouveaux dispositifs portant atteintes aux libertés, la multiplication des interventions et patrouilles policières et militaires et, in fine, la banalisation d'un état d'exception, menace pour les droits démocratiques. **L'offensive sécuritaire se double d'une offensive autoritaire**, dans un climat scandaleux d'appel à la délation, particulièrement visible dans les établissements scolaires. L'État réprime des jeunes qui n'ont pas respecté les minutes de silence, qui ont posé des questions jugées dérangeantes, et même des enseignants qui ont organisé des débats. Les déclarations et propositions de la ministre de l'Éducation nationale témoignent d'une volonté de mettre au pas la jeunesse et de restreindre tout esprit critique.

La rhétorique de l'union nationale sert en outre à justifier les interventions impérialistes de la France, pas-sées et présentes, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Ainsi, quelques jours après les tueries, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté à la quasi-unanimité la poursuite de l'intervention française en Iraq, avec l'abstention timide de quelques élus du Front de gauche.

Enfin, le prétexte de l'union nationale sert également d'étouffoir à toute remise en cause de l'offensive anti-sociale qui se poursuit (avec en premier lieu la loi Macron) : le temps serait à l'union, et non à la contestation des politiques du gouvernement.

La « réponse » de la classe politique est donc une offensive tout azimuts, relayée et amplifiée, qui va dé-boucher sur davantage de racisme, d'injustices, d'inégalités et, au final, de tensions sociales, favorisant encore un peu plus le développement du FN. La rhétorique du « choc de civilisation » ne peut en outre que servir les objectifs de ceux qui ont organisé les tueries : elle est l'exact pendant de la rhétorique des courants fondamentalistes présentant l'« Occident judéo-chrétien » comme l'ennemi de la « communauté » (oumma) musulmane. De même, les tentatives de l'État d'Israël et de ses relais d'instrumentaliser la tuerie de l'Hyper Cacher en prétendant représenter les Juifs de France sont l'exact pendant du discours sorolodieu-donniste qui amalgame les Juifs de France et les crimes commis par Israël.

Le NPA refuse de tomber dans l'ensemble de ces pièges et entend les combattre, notamment au sein du mouvement ouvrier : il s'agit de construire une contre-offensive aux côtés de toutes celles et tous ceux qui ont à y perdre, à savoir : notre camp social. **Il s'agit donc de développer une campagne pour lutter contre l'union nationale, l'islamophobie, l'offensive sécuritaire-autoritaire et la poursuite des expéditions impérialistes).**

L'antiracisme est donc au cœur d'une telle campagne, qui doit être articulée avec une dénonciation sans ambiguïté de tous les racismes, et un combat contre les courants qui les portent, y compris et notamment l'antisémitisme : ce dernier demeure bien présent dans notre camp et, qui plus est, certains (de Soral à divers courants intégristes musulmans) détournent la colère suscitée par l'islamophobie et/ou la marginalisation sociale en désignant les Juifs comme boucs-émissaires. Nous refusons de laisser le monopole de la lutte contre l'antisémitisme au gouvernement, a fortiori dans la mesure où il le fait en légitimant le CRIF et le gouvernement israélien. Nous n'oublions pas enfin que si l'islamophobie est aujourd'hui le racisme dominant dans le champ politique français, les Juifs demeurent, dans plusieurs pays européens, les cibles des principaux courants fascistes (Hongrie, Grèce, etc.).

Cette campagne de contre-attaque contre l'union nationale passe par l'élaboration de matériel spécifique : tracts, affiches, autocollants, dossier dans l'hebdo, formations etc. Elle passe aussi par l'organisation de meetings et réunions publiques, à l'instar de ce que le parti a pu faire dans la foulée des mobilisations estivales en solidarité avec Gaza.

Nous nous adressons en outre, en vue d'initiatives unitaires, à toutes les forces ouvrières, de la jeunesse, antiracistes et antifascistes. Nous sollicitons notamment, sans exclusive, celles et ceux qui ont refusé l'union nationale ou ont exprimé des réserves. Nous sommes évidemment attentifs à toutes les initiatives organisées au-tour des thématiques liées au refus de l'union nationale, qu'il s'agisse de la lutte contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme, contre le tout-répressif, contre le militarisme, etc.

Cette campagne spécifique n'est évidemment pas déconnectée du reste de notre intervention politique : dans nos entreprises, quartiers ou lieux d'études, nous devons nous opposer à toute tentative de répression contre celles et ceux qui sont suspectés de mettre en danger l'union nationale sous les prétextes les plus divers. Nous défendons l'unité de notre classe, quelles que soient les origines ou les convictions religieuses, sur la base d'un programme de lutte contre l'offensive liberticide et antisociale, notamment contre la loi Macron.

NPA, le 10 février 2015